



KPMG AUDIT IS
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
France



Audit Eurex
Société de Commissaires aux Comptes
12, rue du 4 septembre
75002 Paris
France

Easyvista S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012
Easyvista S.A.
Immeuble Horizon 1
10, allée Bienvenue - 93160 Noisy Le Grand
Ce rapport contient 25 pages



KPMG AUDIT IS
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris La Défense Cedex
France



Audit Eurex
Société de Commissaires aux Comptes
12, rue du 4 septembre
75002 Paris
France

Easyvista S.A.

Siège social : Immeuble Horizon 1
10, allée Bienvenue - 93160 Noisy Le Grand
Capital social : €2 971 676

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Easyvista S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes au 31 décembre 2012 ont été réalisées dans un environnement incertain, lié à la crise des finances publiques de certains pays de la zone euro. Cette crise s'accompagne d'une crise économique et de liquidité, qui rend difficile l'appréhension des perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations et que nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note II.2.2 de l'annexe expose les méthodes comptables relatives aux écarts d'acquisition ainsi que les règles d'amortissement et de dépréciation afférents. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre du test de dépréciation des écarts d'acquisition et vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes II.2.2 et IV.3 de l'annexe aux comptes consolidés.
- La note II.2.12 de l'annexe expose les estimations comptables retenues par la société pour le calcul des impôts différés, notamment dans le cadre de l'activation des déficits reportables. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues, à revoir les calculs effectués par la société, et à vérifier que les notes II.2.12 et IV.16 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique


Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes,

Paris La Défense, le 29 avril 2013


KPMG Audit IS



Grégoire Menou
Associé

Paris, le 29 avril 2013

Audit Eurex



Sandrine Jeanjacquot
Associée

GROUPE EASYVISTA

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2012

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Bilan consolidé au 31 décembre 2012	2 - 3
Compte de résultat consolidé	4 - 5
Tableau de flux de trésorerie	6
Annexe au bilan et au compte de résultat consolidés :	7

BILAN

En €	31-déc-12			31-déc-11
	Brut	Amort/Dépr.	Net	Net
ACTIF				
ACTIF IMMOBILISE				
Ecart d'acquisition	2 467 837	1 816 545	651 292	834 246
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche & développement				
Concessions, brevets et droits similaires	402 785	338 876	63 909	41 697
Fond commercial				
Autres immobilisations incorporelles	41 170	40 563	607	9 752
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage ind.				
Autres immobilisations corporelles	1 415 372	1 178 436	236 936	183 472
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts, cautionnements et autres créances	214 134		214 134	164 992
	4 541 298	3 374 420	1 166 878	1 234 159
ACTIF CIRCULANT				
Stock et en-cours				
Avances et acpt. versés /commandes	23 335		23 335	16 604
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	4 328 703	56 450	4 272 253	3 980 623
Autres créances	1 096 406		1 096 406	1 009 780
Impôts différés actif	881 779		881 779	727 319
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement	1 232 808		1 232 808	1 002 192
Disponibilités	565 870		565 870	674 789
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	283 736		283 736	225 639
ACTIF CIRCULANT	8 412 637	56 450	8 356 187	7 636 946
TOTAL GENERAL	12 953 935	3 430 870	9 523 065	8 871 105

En €	PASSIF	
	31-déc-12	31-déc-11
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital	2 971 676	2 971 676
Prime d'émission, de fusion, d'apport	3 868 072	3 868 072
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	68 007	68 007
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	(5 116 455)	(3 842 580)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(742 240)	(1 273 875)
Ecart de conversion	(63 887)	(93 310)
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	985 173	1 697 990
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	2 127	14 112
Provisions pour charges	643 806	446 174
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	645 933	460 286
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements crédit	930 649	850 360
Emprunts et dettes financières		
Avances et acomptes reçus/commandes		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	660 636	573 413
Dettes fiscales et sociales	2 175 693	1 859 514
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	64 158	41 694
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	4 060 823	3 387 848
DETTES	7 891 959	6 712 829
TOTAL GENERAL	9 523 065	8 871 105

COMPTE DE RESULTAT

En €	31-déc-12	31-déc-11
	Total	Total
Vente de marchandises	2 587 806	2 806 570
Production vendue de biens		
Production vendue services	9 374 108	7 168 309
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	11 961 914	9 974 879
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises/provisions & transferts de charges	218 833	243 405
Autres produits	3 147	19 677
PRODUITS D'EXPLOITATION	12 183 894	10 237 961
Achat Marchandises	35 335	13 349
Variation de stocks		
Achats de mat. 1ères et autres appros		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	4 068 134	3 604 297
Impôts, taxes et versements assimilés	389 188	286 997
Salaires et traitements	5 710 932	5 043 164
Charges sociales	2 166 815	2 006 190
Dotations d'exploitation		
* Sur immobilisat° : dot° aux amortissements	137 306	152 449
* Sur immobilisat° : dot. aux dépréciations		
* Sur actif circulant: dot° aux dépréciations	38 450	10 690
* Pour risques et charges: dot. aux provisions	191 823	100 109
Autres charges	73 558	142 171
CHARGES D'EXPLOITATION	12 811 541	11 359 416
RESULTAT D'EXPLOITATION	(627 647)	(1 121 455)
Autres intérêts et produits assimilés	12 694	13 486
Reprises/provisions et transfert de charges	11 170	14 431
Différences positives de change	22 233	112 647
Produits nets sur cessions de VMP		759
PRODUITS FINANCIERS	46 097	141 323
Dot° aux amorts, provisions et dépréciations		15 340
Intérêts et charges assimilées	36 726	67 162
Différences négatives de change	67 278	9 913
Charges nettes sur cessions de VMP		
CHARGES FINANCIERES	104 004	92 415
RESULTAT FINANCIER	(57 907)	48 908
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	(685 554)	(1 072 547)

En €	31-déc-12	31-déc-11
Produits except. sur opérations de gestion	1 885	3 110
Produits except. sur opérations en capital	12 778	2 518
Reprises, provisions et transfert de charges	11 985	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	26 648	5 628
Charges except. sur opérations de gestion		6 712
Charges except. sur opérations en capital	17 680	22 971
Dotations aux amortissements et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	17 680	29 683
RESULTAT EXCEPTIONNEL	8 968	(24 055)
Participation des salariés au résultat	-	-
Impôt exigible sur les bénéfices	(37 161)	(28 125)
Impôts différés	154 461	33 806
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(182 954)	(182 954)
Total des produits	12 411 100	10 418 718
Total des charges	13 153 340	11 692 593
BENEFICE OU PERTE	(742 240)	(1 273 875)
Résultat par action	(0,47)	(0,81)
Résultat dilué par action	(0,47)	(0,81)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	31-déc-12	31-déc-11
Flux nets de trésorerie liée à l'exploitation		
Résultat net	(742 240)	(1 273 875)
Elimination des éléments non monétaires		
- Amortissements et provisions	505 907	435 673
- Impôts différés	(154 461)	(33 806)
- Plus ou moins values de cession	(10 730)	21 595
Variation du BFR lié à l'activité	687 932	1 351 196
Flux nets de trésorerie liée à l'exploitation	286 408	500 783
Flux de trésorerie liée aux opérations d'investissements		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières	(388 377)	(143 258)
Produits de cession d'immobilisations corporelles	133 535	10 791
Incidence des variations de périmètre nettes de la trésorerie acquise		
Flux nets de trésorerie liée aux opérations d'investissements	(254 842)	(132 467)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Augmentation de capital		
Prime d'émission		
Emprunts à court terme	24 390	19 892
Emprunts à long terme		
Cession / acquisition nette actions propres	10 671	(1 143)
Flux nets de trésorerie liée aux opérations de financements	35 061	18 749
Incidence des variations de taux de change sur la trésorerie	(829)	8 474
Augmentation (diminution) de la trésorerie	65 798	395 539
Disponibilités et VMP au début de la période	1 319 478	923 939
Disponibilités et VMP à la fin de la période	1 385 276	1 319 478

ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES ET EVENEMENTS POST CLOTURE

NOTES PREALABLES

Note préalable 1 : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés est exprimé en Euros sauf spécification contraire.

I – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice 2012, EASYVISTA a enregistré un chiffre d'affaires de 12,0 millions d'euros en progression de 20% par rapport à l'année 2011. Cette performance s'accompagne d'une croissance du backlog du Software as a Service (SaaS), qui s'élève à 8,2 M€ au 31 décembre 2012, un montant multiplié par 40 en 3 ans. La progression du SaaS reconnu et la stabilité de la Maintenance permettent encore d'accroître la part de chiffre d'affaires récurrent qui est désormais de 63% du total des ventes. A l'international, EASYVISTA a pu s'appuyer sur la progression de sa filiale américaine et sur la croissance des ventes en Europe du Sud malgré un marché sinistré.

Le groupe est parvenu à atteindre un résultat d'exploitation positif sur l'ensemble des filiales européennes. Sur l'ensemble de l'exercice, EASYVISTA a donc réduit sa perte d'exploitation, qui ressort à -0,6 M€ contre -1,1 M€ l'exercice précédent. Le résultat net part du groupe s'améliore également de 0,6 M€.

Pour rappel, le contrôle fiscal auquel la société EASYVISTA SA a été soumise en 2009, au titre des exercices 2006 et 2007, a donné lieu à un redressement au titre d'une retenue à la source qui serait due, selon l'administration fiscale, par la société pour des opérations réalisées à l'étranger. EASYVISTA SA considère, en accord avec ses avocats, que la société dispose d'arguments sérieux justifiant que l'application de la retenue à la source n'est pas applicable au cas particulier. Le rappel, dont le montant s'élève à 662 K€, a ainsi fait l'objet d'une réclamation contentieuse et aucune provision n'a été enregistrée à ce titre dans les comptes au 31 décembre 2012. Afin de garantir cette contestation, la société a mis en place, en 2010, un nantissement du fonds de commerce en faveur du Trésor Public. A ce jour et compte tenu de l'état d'avancement de la procédure, aucun autre élément n'est susceptible d'avoir un impact sur les comptes au 31 décembre 2012.

Aucun autre élément postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes présentés n'est intervenu.

II – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1. HYPOTHESES DE BASE

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes :

- . continuité de l'exploitation,
- . permanence des méthodes comptables,
- . indépendance des exercices.

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants de certains actifs et passifs, ainsi que sur certains éléments du résultat de la période. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Elles concernent principalement les tests de valeurs sur les actifs et les provisions.

2. REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DE COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions de la loi du 3 janvier 1985, du décret d'application du 17 février 1986, et en application du règlement 99-02.

Les sociétés dans lesquelles EasyVista exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

2.1 *Méthode des coûts historiques*

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux exprimés en euros courants.

2.2 *Immobilisations*

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée de ces immobilisations dans le patrimoine de la société.

L'amortissement pour les comptes consolidés a été calculé selon le mode linéaire considéré représentatif de l'amortissement économique et ce pour l'ensemble du groupe.

Ecarts d'acquisition :

Ils sont constitués de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de situation nette acquise. Ceux-ci font l'objet d'un amortissement sur une période de 10 ans conformément aux durées constatées dans ce secteur d'activité.

En application du règlement CRC2002-10, des tests de dépréciation ont été réalisés sur les écarts d'acquisition afin de déterminer une éventuelle perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est supérieure à sa valeur actuelle. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale et la valeur d'utilité déterminée sur la base d'hypothèses qualitatives et quantitatives ainsi que sur les flux de trésorerie issus des prévisions d'exploitation estimées par la Direction du Groupe pour l'exercice à venir. Les résultats de ces tests ont permis de constater qu'aucune dépréciation ne s'avérait nécessaire au cours de l'exercice 2012.

Immobilisations incorporelles :

Les frais d'établissement sont valorisés au prix d'acquisition constitués du coût de production des biens et services.

Les logiciels sont amortis sur une durée de 2 ans.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties sur une période de 3 ans.

Les frais de recherche et développement ne sont pas capitalisés, mais directement inscrits en charges.

Immobilisations corporelles :

Les agencements sont amortis sur une durée de 5 à 10 ans.

Le matériel et le mobilier de bureau, selon la nature des biens acquis, ont été amortis sur une durée de 3 à 5 ans.

Le matériel de transport est amorti sur une durée de 4 ans.

Les dispositions des règlements du comité de la réglementation comptable portant sur les actifs (CRC2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, et CRC2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs) sont appliquées depuis le 1^{er} janvier 2005.

Immobilisations financières :

Les titres de participation sont valorisés au coût d'acquisition. Si la valeur comptable des titres est supérieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation est constituée pour la différence. La valeur d'inventaire est appréciée à la date d'arrêté des comptes et définie comme la valeur des avantages économiques futurs attendus par leur utilisation. Elle est généralement calculée en fonction des flux de trésorerie futurs actualisés et prend notamment en considération les éléments prévisionnels issus des budgets les plus récents basés sur différentes hypothèses qui, au regard des circonstances, sont jugées les plus raisonnables et probables par la direction de la société. Une méthode mieux adaptée peut être retenue le cas échéant, telle que celle des comparables boursiers, les valeurs issues de transactions récentes, le cours de bourse dans le cas d'entités cotées ou la quote-part de situation nette.

2.3 Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

Les créances ont été dépréciées au cas par cas pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.4 Disponibilités et VMP

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur comptable à la clôture de l'exercice.

2.5 Opérations en devises étrangères

Les achats et les ventes en devises sont enregistrés au taux du jour des opérations.

En fin de période, la société calcule, devise par devise, ses positions de change relatives aux créances et dettes. Les écarts de change latents (pertes et gains) sont portés au compte de résultat.

2.6 Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les bilans des sociétés étrangères sont convertis en Euros au taux de change à la date de clôture. Les comptes de résultats et les flux de trésorerie de ces mêmes sociétés sont convertis au taux moyen de l'exercice. Les différences de conversion engendrées par la traduction en Euros des comptes des sociétés étrangères sont portées dans les capitaux propres sur la ligne intitulée « Ecart de conversion ».

2.7 Gains et pertes de change latents

Les gains et pertes de change latents sont reconnus dans le résultat consolidé.

2.8 Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées lorsqu'il existe une obligation dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressource, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, contractuel ou découler des pratiques de la société.

2.9 Engagements de retraite

Les engagements de retraite et avantages assimilés ont été évalués en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées appliquée séparément à chaque salarié. Cette méthode permet de répartir la valeur actuarielle des prestations futures sur chacune des années de service du salarié.

Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite ont fait l'objet d'une comptabilisation dans les comptes consolidés, en provisions pour risques et charges.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la PIDR 2012 sont les suivantes:

	Cadres	Non cadres
Taux d'actualisation	3,00%	3,00%
Taux de turn-over	Faible	Faible
Taux de revalorisation salariale	3%	3%
Age de départ en retraite	65	65

2.10 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé de licences, dont le revenu est reconnu au moment du transfert de propriété, et de certaines autres prestations, dont le revenu est reconnu au fur et à mesure de leur exécution.

Le chiffre d'affaires comprend également des contrats d'abonnement et de maintenance, dont le revenu est reconnu en résultat en tenant compte de la période d'abonnement courue sur l'exercice. Le montant du revenu lié aux prestations à effectuer sur l'exercice suivant est différé au passif du bilan en produits constatés d'avance.

2.11 Crédit d'impôt Recherche

Aucun crédit d'impôt recherche n'a été comptabilisé sur l'exercice 2012.

2.12 Impôts sur les sociétés et impôts différés

Certains décalages d'imposition dans le temps peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable et le résultat consolidé avant impôts. Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés selon la méthode du report variable, c'est à dire au dernier taux connu à la date de clôture. Les actifs d'impôts différés ne sont pas constatés lorsque la société n'a pas l'assurance de les imputer à court terme.

2.13 Modalités de calcul des résultats par action

Le résultat par action et le résultat dilué par action sont calculés en conformité avec les modalités de l'avis n°27 de l'O.E.C.

3. CHANGEMENT DE METHODE

Aucun changement de principe comptable ni de présentation ayant un impact significatif sur les comptes n'est intervenu au cours de l'exercice 2012.

III – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés	Siège	Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation	N° Siret
EasyVista SA	Noisy le Grand (France)	Société Mère	IG	34784894700037
EasyVista S.L	Madrid (Espagne)	100%	IG	B81267767
EasyVista S.r.l.	Milan (Italie)	100%	IG	03455710966
EasyVista SA	Lisbonne (Portugal)	100%	IG	501926003
EasyVista Ltd	Berkhamsted (Royaume-Uni)	100%	IG	3516042
EasyVista Inc	Cambridge (USA)	100%	IG	04-3484009
Logiciels EasyVista Inc	Montréal (Canada)	100%	IG	1168355932
EasyVista GmbH	Munich (Allemagne)	100%	IG	HRB 203560 München

IG = Intégration globale

IV - COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. IMMOBILISATIONS

	Début exercice	Variation de Change	Acquisitions	Cessions Diminutions Reclassement	Fin exercice
ECART D'ACQUISITION	2 467 837				2 467 837
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE & DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	385 606		58 349		443 955
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres immobilisations corporelles	1 272 300	-1 452	147 050	2 526	1 415 372
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 272 300	-1 452	147 050	2 526	1 415 372
Participations mises en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières	164 992	-361	182 979	133 476	214 134
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	164 992	-361	182 979	133 476	214 134
TOTAL GENERAL	4 290 735	-1 813	388 378	136 002	4 541 298

2. AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

	Début exercice	Variation de Change	Dotations	Reprises Diminutions	Fin exercice
ECART D'ACQUISITION	1 633 591		182 954		1 816 545
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE & DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	334 157		45 282		379 439
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres immobilisations corporelles	1 088 828	110	92 024	2 526	1 178 436
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 088 828	110	92 024	2 526	1 178 436
TOTAL GENERAL	3 056 576	110	320 260	2 526	3 374 420

L'intégralité des dotations est relative à des amortissements linéaires.

3. ECARTS D'ACQUISITION

	Début exercice	Variation de Périmètre	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Europe du Sud	600 000				600 000
EasyVista Ltd	1 867 838				1 867 838
Ecarts d'acquisition – valeur brute	2 467 838				2 467 838
Europe du Sud	(360 229)		(60 038)		(420 267)
EasyVista Ltd (1)	(1 273 362)		(122 916)		(1 396 278)
Ecarts d'acquisition – dépréciation et amortissement	(1 633 591)		(182 954)		(1 816 545)
Ecarts d'acquisitions – valeur nette	834 247		(182 954)		651 293

(1) La dotation aux amortissements de l'écart d'acquisition sur EasyVista UK a été calculée linéairement sur la durée d'utilité résiduelle, compte tenu de l'amortissement exceptionnel de 500.000 euros qui avait été enregistré au 31 décembre 2008.

4. ETAT DES CREANCES ET DETTES

	Montant brut	1 an au plus	Plus de 1 an
<i>Etat des Créances</i>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts, cautionnements et autres créances	214 134		214 134
Clients et comptes rattachés	4 328 703	4 328 703	
Fournisseurs avances et acomptes versés	23 335	23 335	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôt différé actif	881 779	881 779	
Etat, autres collectivités:impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités:taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités:créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 096 406	1 096 406	
Charges constatées d'avance	283 736	283 736	
TOTAL GENERAL	6 828 093	6 613 959	214 134

<i>Etat des dettes</i>	Montant brut	1 an au plus	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire convertible				
Autre emprunt obligataire				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	930 649	444 699	485 950	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	660 636	660 636		
Dettes fiscales et sociales	2 175 693	2 175 693		
Etat:impôt sur les bénéfices				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Comptes courants passif				
Autres dettes	64 158	64 158		
Produits constatés d'avance	4 060 823	4 060 823		
TOTAL GENERAL	7 891 959	7 406 009	485 950	

5. DISPONIBILITES

Les valeurs mobilières de placement qui correspondent au solde des fonds levés à l'occasion de l'introduction en Bourse, sont composées de SICAV et parts de FCP. La plus-value latente au 31 décembre 2012 s'élève à 15.508 € (non comptabilisée).

Au 31 décembre 2012, la société détenait 46.727 actions propres représentant 141.224 € dont 88.781 € de capital en nominal.

Au cours de l'exercice 24.720 actions ont été achetées à un cours moyen de 3,3403 € et 23.650 actions ont été vendues à un cours moyen de 3,1204 €.

6. CAPITAL SOCIAL

Le Capital Social d'un montant total de 2.971.676 € se compose à la clôture de l'exercice de 1.564.040 actions de 1,90 €, entièrement libérées.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 Juin 2004 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 10.000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise jusqu'au 29 juin 2005, compte tenu du regroupement d'actions intervenu en Septembre 2005. Par le Conseil d'Administration du 24 Septembre 2004, la société a émis 3.000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise. Chaque bon donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 8,7 € par action. Au 31/12/2012, l'augmentation de Capital Social potentielle liée à l'exercice de ces 3.000 bons est de 5.700 €.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 Septembre 2005 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'émission de 75.000 options de souscription ou d'achat d'actions jusqu'au 27 Novembre 2008. Par le Conseil d'Administration du 15 Novembre 2005, la société a émis 10.250 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 15 Novembre 2015. Chaque option donne le droit de souscrire à une action d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 12,51 € par action. Au 31/12/2012, compte tenu des salariés sortis, 7.625 options peuvent être exercées, l'augmentation de Capital Social potentielle liée à l'exercice de ces 7.625 options est de 14.487 €. Par le Conseil d'Administration du 21 Avril 2008, la société a émis 6.000 options de souscription ou d'achat d'actions exerçables jusqu'au 21 Avril 2018. Chaque option donne le droit de souscrire à une action

d'une valeur nominale de 1,90 € au prix de 2,84 € par action. Au 31/12/2012, compte tenu des salariés sortis, 4.000 options peuvent être exercées, l'augmentation de Capital Social potentielle liée à l'exercice de ces 4.000 options est de 7.600 €.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2011 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'attribution gratuite de 150.000 actions en faveur de ses salariés. Par le Conseil d'Administration du 21 décembre 2011, la société a attribué 5.000 actions gratuites provenant des actions propres qu'elle détenait. Ces actions représentent une valeur de 11.618 € et il a été constitué une provision pour charges au 31/12/2012 de 5.970 €.

7. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

2012

Rubriques	Capital	Primes liées au capital	Ecart de Conversion	Réserve légale	Résultat de L'exercice	Report à nouveau	Total capitaux propres
Situation au 01/01/2012	2 971 676	3 868 072	(93 310)	68 007	(1 273 875)	(3 842 580)	1 697 990
Affectation résultat 2011					1 273 875	(1 273 875)	
Résultat de l'exercice					(742 240)		(742 240)
Augmentation de capital							
Autres mouvements							
Variation de l'écart de conversion			29 423				29 423
Situation au 31/12/2012	2 971 676	3 868 072	(63 887)	68 007	(742 240)	(5 116 455)	985 173

2011

<i>Rubriques</i>	Capital	Primes liées au capital	Ecart de Conversion	Réserve légale	Résultat de L'exercice	Report à nouveau	Total capitaux propres
Situation au 01/01/2011	2 971 676	3 868 072	(19 966)	68 007	(1 302 991)	(2 533 251)	3 051 547
Affectation résultat 2010					1 302 991	(1 302 991)	
Résultat de l'exercice					(1 273 875)		(1 273 875)
Augmentation de capital							
Autres mouvements						(6 338)	(6 338)
Variation de l'écart de conversion			(73 344)				(73 344)
Situation au 31/12/2011	2 971 676	3 868 072	(93 310)	68 007	(1 273 875)	(3 842 580)	1 697 990

2010

<i>Rubriques</i>	Capital	Primes liées au capital	Ecart de Conversion	Réserve légale	Résultat de L'exercice	Report à nouveau	Total capitaux propres
Situation au 01/01/2010	2 914 676	3 868 072	8 737	68 007	(199 477)	(2 346 311)	4 313 704
Affectation résultat 2009					199 477	(199 477)	
Résultat de l'exercice					(1 302 991)		(1 302 991)
Augmentation de capital	57 000						57 000
Variation de périmètre							
Variation de l'écart de conversion			(28 703)			12 537	(16 166)
Situation au 31/12/2010	2 971 676	3 868 072	(19 966)	68 007	(1 302 991)	(2 533 251)	3 051 547

8. ECARTS DE CONVERSION

Conformément aux principes français en matière de comptes consolidés, les écarts de conversion actif et passif ont été comptabilisés en charges et produits financiers dans le résultat consolidé.

9. EMPRUNTS

La ventilation des emprunts par nature de taux est la suivante au 31 décembre 2012 :

En k€	31/12/2012	Taux fixe	Taux variable
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	517 247	52 575	464 672
Concours bancaires courants	413 402		413 402
Autres emprunts et dettes assimilées			
TOTAL	930 649	52 575	878 074

10. ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

	Début exercice	Variation de Périmètre/ change	Dotations	Reprise Reclassement	Fin exercice
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Provisions pour litiges	11 985			11 985	
Provisions pour garanties données aux clients	2 127				2 127
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions, obligations similaires	446 013		191 823		637 836
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour risques et charges	161		5 809		5 970
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	460 286		197 632	11 985	645 933
Dépréciation des immobilisations incorporelles					
Dépréciation des immobilisations corporelles					
Dépréciation des titres mis en équivalence					
Dépréciation des titres de participation					
Dépréciation des autres immobilisations financières					
Dépréciation des stocks et en cours					
Dépréciation des comptes clients	126 330	1 200	38 450	109 530	56 450
Autres dépréciations (1)	11 170			11 170	
DEPRECIATION	137 500	1 200	38 450	120 700	56 450
TOTAL GENERAL	597 786	1 200	236 082	132 685	702 383
Dotations et reprises d'exploitation			236 082	121 515	
Dotations et reprises financières				11 170	
Dotations et reprises exceptionnelles					

(1) Dépréciations uniquement sur VMP

11. CREANCES ET DETTES REPRESENTÉES PAR DES EFFETS DE COMMERCE

Créances représentées par des effets de commerce

Aucune créance n'est représentée par un effet de commerce au 31 décembre 2012.

12. CHIFFRE D'AFFAIRES

Ventilation du chiffre d'affaires par activité et par zone géographique :

<i>Activité</i>	<i>Répartition géographique</i>	<i>31-déc-12</i>	<i>31-déc-11</i>
Ventes	France	1 450 181	1 655 148
	Filiales à l'étranger	1 137 625	1 151 422
	Sous-total ventes	2 587 806	2 806 570
Services	France	6 550 007	5 106 329
	Filiales à l'étranger	2 824 101	2 061 980
	Sous-total services	9 374 108	7 168 309
Total Chiffre d'Affaires		11 961 914	9 974 879

13. RESULTAT D'EXPLOITATION

Ventilation du résultat d'exploitation par zone géographique :

<i>Répartition géographique du résultat d'exploitation</i>	<i>31-déc-12</i>	<i>31-déc-11</i>
France	114 187	(872 724)
Filiales	(741 834)	(248 731)
Total Résultat d'exploitation	(627 647)	(1 121 455)

14. CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

CHARGES FINANCIERES (en euros)	2012	2011
Dot° aux amorts, provisions et dépréciations		15 340
Intérêts et charges assimilées	36 726	67 162
Différences négatives de change	67 278	9 913
Charges nettes sur cessions de VMP		
Total Charges financières	104 004	92 415

PRODUITS FINANCIERS (en euros)	2012	2011
Autres intérêts et produits assimilés	12 694	13 486
Reprises/provisions et transfert de charges	11 170	14 431
Différences positives de change	22 233	112 647
Produits nets sur cessions de VMP		759
Total Produits financiers	46 097	141 323

15. CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

CHARGES EXCEPTIONNELLES (en euros)	2012	2011
Autres charges exceptionnelles	17 470	4 360
Charges excep. s/ exercices antérieurs		
VNC des immo. incorp. cédées		18 584
VNC des immo. corp. cédées		4 387
VNC des titres cédés		
VNC d'autres éléments d'actif cédés		
Mali provenant du rachat d'actions propres	210	2 352
Total Charges exceptionnelles	17 680	29 683

PRODUITS EXCEPTIONNELS	2012	2011
(en euros)		
Autres produits exceptionnels	13 823	1 901
Produits excep. s/ exercices antérieurs	1 885	
Produits de cession de titres (conso.)		
Produits de cession d'immo. incorp.		
Produits de cession d'immo. corp.	59	2 518
Produits de cession de titres		
Produits de cession d'autres élém. actif		
Transfert de charges exceptionnelles		
Boni provenant du rachat d'actions propres	10 881	1 209
Total Produits exceptionnels	26 648	5 628

16. IMPOTS DIFFERES

<i>Nature</i>	<i>au 01/01/12</i>	<i>Impact résultat</i>	<i>Impact réserves</i>	<i>au 31/12/12</i>
ACTIF				
. Différences temporaires	9 950	525		10 475
. Provision indemnité départ retraite	148 669	63 935		212 604
. Déficit fiscaux reportables	568 700	90 000		658 700
IMPOTS DIFFERES ACTIFS	727 319	154 460	-	881 779

Le taux d'imposition retenu par la société est de 33,1/3%. Le montant des déficits fiscaux reportables de EasyVista SA (France) s'élève à 6.862.514 € au 31/12/2012, dont 5.171.245 € de déficit reportable non activé. Au 31/12/2012, la société a activé en cumul 285.000 € de déficit sur EasyVista S.L. (Espagne) et EasyVista S.A. (France) pour respectivement 55.000 € et 230.000 € et a consommé en cumul 195.000 € sur EasyVista S.L. (Espagne) et EasyVista S.A. (France) pour respectivement 50.000 € et 145.000 €

17. FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement ne sont pas capitalisés, mais directement inscrits en charges. Ils représentent 1.165 k€ en 2012 et 1.133 k€ en 2011. Il n'a pas été comptabilisé de crédit d'impôt recherche au cours de l'exercice 2012.

18. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

1. REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Les membres du Conseil d'administration ne perçoivent pas de jetons de présence. Les rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration ont représenté en totalité 641.934 € en 2012.

Le montant des engagements de retraite relatif aux Dirigeants représente un montant de 286.882 euros au titre de l'exercice 2012.

2. REMUNERATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires versés à chacun des contrôleurs légaux de EasyVista SA au titre de l'audit des comptes annuels et des comptes consolidés clos le 31 décembre 2012 sont les suivants :

(EN K€)	KPMG AUDIT	AUDIT EUREX	MAZARS PORTUGAL
AUDIT DES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDES	61	38	5
TOTAL	61	38	5

3. EFFECTIF

La situation de l'effectif pour l'exercice 2012 par pays se présente comme suit :

Nombre de salariés par pays	France	Espagne	Italie	Portugal	Angleterre	USA	Canada	Allemagne
Effectif à la fin de l'exercice	50	11	4	6	1	9	3	0
Effectif moyen	47	10	4	6	1	7	2	0

La situation de l'effectif pour l'exercice 2011 par pays se présente comme suit :

Nombre de salariés par pays	France	Espagne	Italie	Portugal	Angleterre	USA	Canada	Allemagne
Effectif à la fin de l'exercice	45	12	4	6	1	4	0	0
Effectif moyen	44	12	4	6	1	4	0	0

4. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés

1. Nantissements :

	€
• Nantissement du fonds de commerce en faveur du Trésor Public	662.302
• Nantissement de 25 parts de SICAV SG Monétaire Euro BC (FR0010315176) en garantie de l'autorisation de découvert	150.000
• Nantissement sur matériel informatique (hardware)	54.841

Engagements reçus

1. Engagement de garantie

	€
• Caution OSEO (60%) en garantie d'un prêt Société Générale	4.958
• Contre-garantie OSEO GARANTIE (20%) sur un prêt BNP	1.736
• Contre-garantie OSEO GARANTIE RÉGIONS (20%) sur un prêt BNP	1.736

2. Cautions données par d'autres personnes physiques

	€
• Emprunts auprès des établissements de crédit	NEANT